

*E. VARGA*

**La crise bancaire et le  
changement de  
gouvernement au Japon**

**Source** : *La Correspondance Internationale*, n°50, 4 mai 1927, pp. 602-603.

# **La crise bancaire et le changement de gouvernement au Japon**

par E. VARGA

Il existe une liaison étroite entre la grave crise bancaire et le changement de gouvernement au Japon. Le gouvernement de Wakatsuki, qui vient d'être renversé, était un gouvernement de la bourgeoisie, notamment de la bourgeoisie commerciale. Il n'avait pas de majorité au Parlement. Il s'appuyait, en dehors de son propre parti, sur un parti petit-bourgeois. Le parti foncièrement conservateur des grands propriétaires fonciers, des militaires et des fonctionnaires dirigé par Tanaka, était dans l'opposition. Les trois « partis ouvriers » (un parti social-démocrate, un parti « national » et un véritable parti de classe des ouvriers et paysans) ont bien une forte influence dans le pays, mais aucune au Parlement.

La lutte entre les deux grands partis bourgeois fut aggravée par la question chinoise. Conformément aux intérêts de la bourgeoisie commerciale, le gouvernement Wakatsuki suivit en Chine une politique d'attente : il faisait semblant d'être l'ami de la révolution chinoise et il réussit à s'emparer d'une grande partie du commerce perdu par la Grande-Bretagne par suite du boycott. Aussi, sa politique fut-elle opposée à celle de la Grande-Bretagne en Chine. Vis-à-vis de l'Union Soviétique, il mena également une politique pacifique. L'opposition conservatrice, sous la direction de Tanaka, le nouveau président du ministère, préconisa, par contre, la « politique de la main forte » aussi bien vis-à-vis de la révolution chinoise que vis-à-vis de l'Union Soviétique, donc une politique essentiellement orientée vers celle de la Grande-Bretagne. L'ancien gouvernement avait collaboré dans toutes les questions politiques mondiales avec la France.

C'est la crise bancaire qui a été la cause de la chute du gouvernement. Pour comprendre son origine, il faut rappeler les faits suivants : Au cours du développement du capitalisme japonais de ces dernières années, le capital commercial et la spéculation ont joué un très grand rôle. Le Japon ne possède presque pas de matières premières industrielles ; le charbon, le pétrole, les minerais de fer, le bois, les matières premières pour l'industrie (à l'exception de la soie) manquent. D'où la poussée vers les colonies, vers la conquête de différentes régions de la Chine afin de s'assurer les matières premières indispensables. D'une façon générale, domine le préjugé que le Japon a besoin de colonies pour déverser le trop plein de sa surpopulation qu'il ne peut nourrir sur son propre sol. C'est un non sens. Il n'y a pas plus de 600 000 Japonais à l'étranger, dont moins de la moitié en Asie, en dehors du Japon, qui a une population de 60 millions. D'où la grande importance du commerce et de la navigation, puisque toutes les matières premières doivent être importées. C'est notamment pendant la guerre que le développement du capital commercial et industriel japonais subit un rapide essor.

Ensuite, surviennent la grande crise économique de 1920-1921 et le tremblement de terre de 1923. La vie économique du Japon subit de graves dégâts. Au cours de la période d'inflation suivante se constituent, comme en Allemagne, d'immenses Konzerns d'inflation.

Le plus grand d'entre eux est le konzern Susuki, dont l'effondrement vient de déclencher la crise bancaire.

Le konzern Susuki est une fondation formidable : cette société d'importation et d'exportation faisait, sur le plan international, le commerce de toutes sortes possibles d'articles de grande consommation : sucre, riz, blé, fer, engrais. Il avait trente filiales, principalement industrielles : charbonnages, aciéries, fabriques d'huile, de cuivre et de cuir, etc. avec un capital global de 260 millions de yen (environ 3 milliards 120 millions de francs). La société avait des dettes formidables dont le poids devint de plus en plus écrasant depuis la déflation opérée l'année passée (la parité or du yen a été rétablie complètement). La dépression industrielle, qui dure depuis une année au Japon, ainsi que la baisse des prix de quelques articles importants sur le marché mondial : sucre, cuivre, etc., causèrent de graves pertes à la firme Susuki. A la seule banque de Formose (une banque appartenant de moitié à l'Etat et qui se trouve sur l'île de Formose) le konzern Susuki avait pour environ 3 milliards 600 millions de francs de dettes. Au début d'avril, le konzern eut des difficultés de paiement et menaça d'entraîner la banque de Formose. Le gouvernement Wakatsuki essaya de secourir cette banque par un emprunt de 2 milliards 400 millions de francs. Le Parlement était en vacances, la question devait être tranchée par le Conseil de la Couronne. A ce conseil, auquel le jeune empereur du Japon participa activement pour la première fois, la proposition du ministère fut rejetée et le cabinet obligé de démissionner.

Pour bien comprendre la situation, il faut encore mentionner que le konzern Susuki était beaucoup plus haï au Japon que le konzern Stinnes en Allemagne. Il fut incriminé, souvent non sans raison, d'avoir renchéri artificiellement des vivres importants : riz, sucre, huile. Ses bâtiments furent incendiés à plusieurs reprises. L'occasion était donc très favorable au parti conservateur des grands propriétaires fonciers pour renverser le gouvernement à propos de cette question.

Il est évident que le nouveau gouvernement a mis à la disposition des banques tous les moyens nécessaires pour vaincre la crise, bien que ce soit à ce sujet que fut renversé l'ancien gouvernement. Après que plusieurs autres banques, dont la grande « Banque de la noblesse », où est déposée la fortune de la maison impériale, eurent également fermé leurs guichets, un moratoire de vingt et un jours fut décrété et un crédit supplémentaire de plus de 12 milliards de francs mis à la disposition de cette banque par la « Banque d'émission centrale ». La crise bancaire semble être ainsi terminée, le konzern Susuki sera probablement liquidé.

Résumons : il s'agit de l'effondrement d'un konzern d'inflation par suite de la revalorisation du yen. Cet incident fut exploité par le parti des grands propriétaires fonciers pour renverser le gouvernement de la bourgeoisie commerciale. Ce changement de gouvernement est l'expression d'une tendance vers une politique plus énergique aussi bien vis-à-vis de la Chine que de l'Union Soviétique et, finalement aussi, vis-à-vis du mouvement ouvrier. C'est un rapprochement vers la ligne de la politique britannique.